lutte ouvrière

N° 505 — LUNDI 6 MARS 1978 — QUOTIDIEN — PRIX : 0,50 F

Mitterrand a fait le "bon choix"

IL VEUT GISCARD POUR PRÉSIDENT !

Parlera, parlera pas ? A huit jours du scrutin, les sondages donnent toujours l'avantage à la gauche. Et la droite s'impatiente. Elle veut jouer sa dernière carte électorale, même si elle ne pèse pas lourd : « Monsieur le président, un discours ! Et cette fois-ci un vrai, un dur, laissez donc tomber « l'Intelligence des Français », lui demande son entourage « s'ils vous prennent au mot, ils ne voteront pas pour nous. Parlez donc bêtement à droite, et sans nuances. Mettez tout ce qui vous reste de poids dans la balance... ».

La droite se presse et l'entourage du président s'impatiente. Et son président, à son goût, n'est pas assez bavard. Bon sang, Monsieur le président, il n'est plus temps de jouer aux présidents ! Vous vous voulez au-dessus de la mêlée ? C'est bien le moment ! Rappelez-vous, même Pompidou, même De Gaulle allèrent en campagne. Ne soyez pas bégueule ! Ne soyez pas égoïste ! Nos sièges sont en jeu, et ils valent bien l'alternance. Pensez aux autres, que diable ! Plus que six jours ! Vous voyez bien que Barre, ça ne suffit pas. Les gens ne se dérangent même pas sur son passage et, quand ils se dérangent, il est obligé de prendre une porte dérobée...

Alors, Giscard, au charbon !

Mais qu'est-ce qu'il leur faut donc ? Il avait pourtant mis les bouchées doubles, Giscard. A Verdun-sur-le-Doubs, en grand apparat, il avait appelé au « bon choix »...

Mais si la droite en veut plus, il a beau faire, la gauche, elle, le trouve très bien, le président ! Qu'il parle à droite, qu'il marche à droite, ou qu'il ne parle pas, elle le trouve toujours assez bon pour présider une majorité de gauche.

Sur le plan constitutionnel, Giscard détient déjà l'initiative. Cela signifie qu'au gouvernement, la gauche aura les mains liées et ne pourra prendre que des mesures acceptables par un tel président. Mais aujourd'hui, Mitterrand en rajoute encore, va au-devant des servitudes constitutionnelles et fait par avance allégeance à Giscard d'Estaing. A Verdun-sur-le-Doubs, Mitterrand, en politicien bourgeois loyal et subtil, sut même entendre entre les mots et conclut, du discours de Giscard, qu'il était vraiment raisonnable et qu'il se disait prêt à gouverner avec lui.

Et si la droite trouve Giscard trop silencieux, Mitterrand par contre devient intarissable : depuis huit jours, il ne loupe aucune occasion de rappeler, d'abord sur les ondes de TF1, puis d'Europe n° 1 et samedi sur RTL, que, si la gauche gagne, Giscard restera président. D'ailleurs, Giscard peut dire ce qu'il veut, Mitterrand fait les questions et les réponses. Sur RTL, samedi dernier, rassurant, il a déclaré : « *Nous n'avons pas l'intention de compliquer la vie des Français par une crise présidentielle !* » Pardi ! Il est plein de sollicitude vis-à-vis des électeurs de gauche, Mitterrand. Et il continue : « *Il n'y a aucune raison que le chef de l'Etat n'aille pas au terme de son mandat* », jusqu'en 1981. Dans le fond, Mitterrand n'a pas tout à fait tort. Tout restera tellement pareil, avec la gauche au gouvernement. Il l'a déclaré lui-même, toujours sur RTL : il peut « *y avoir trois années difficiles à partir de 1978. Mais si tout le monde se montre raisonnable, tout doit très bien se passer* ». En effet, pourquoi ne pas avoir un président de droite, quand la gauche prêchera l'austérité, la résignation et les années difficiles ?

Giscard avait appelé les Français à faire le bon choix à droite. La gauche respectueuse a répondu « présent » : elle fait allégeance à Giscard, avant même les échéances constitutionnelles.

Eh bien, tous ceux qui veulent voter à gauche sans voter Giscard,

— tous ceux qui veulent voter à gauche sans accepter par avance que les travailleurs acceptent de « *façon raisonnable* », « *trois années difficiles à partir de 1978* », à la mode Mitterrand,

— tous ceux qui veulent que ça change vraiment et qui trouvent qu'on les a assez vus,

ne doivent pas voter pour ces faux hommes de gauche qui, plus ils sentent le fumet du pouvoir, moins ils distinguent eux-mêmes les hommes de droite et de gauche.

Et pour dire que ce qui sera bon pour Giscard ne sera pas bon pour les travailleurs,

— pour dire NON à Mitterrand quand il dit déjà OUI à Giscard, et pour dire NON à Marchais quand il dit OUI à Mitterrand,

dites-leur à tous que vous ne marcherez pas.

Vous le pouvez, en votant le plus à gauche possible,

EN VOTANT LUTTE OUVRIERE

QUAND BABARRE MET SON « GROS CUBE » AU VERT

Curieux spectacle que le meeting organisé samedi soir par les « jeunes giscardiens », avec le concours du Premier ministre, chargé par la droite d'essayer de séduire les 18-21 ans, qui voteront pour la première fois le 12 mars dans les élections législatives : cris de « Vive Babarre », représentations du célèbre éléphant des bandes dessinées enfantines revêtu d'un tee-shirt « Giscard à la barre », discours dudit Barre se déclarant (on ne l'imaginait pas si sportif !) partisan de la « moto verte » (la moto en pleine nature), histoire sans doute d'essayer de plaire à la fois aux motards et aux écologistes.

A voir et à entendre Barre, on pouvait se demander si ce récent spécialiste des problèmes de la jeunesse ne s'était pas trompé de public et si son numéro n'était pas plutôt destiné aux vrais admirateurs du vrai Babar, les six-huit ans.

Mais même ceux-là ont dû être déçus par l'imitation.

La démagogie pour les petits agriculteurs, et les profits pour les exportateurs

Le gouvernement français vient de déclarer qu'il refusait d'appliquer le nouveau taux des « montants compensatoires » s'appliquant aux prix agricoles au sein de la Communauté européenne.

De quoi s'agit-il ? Ces montants compensatoires font partie d'un système complexe de taxes qui a, en principe, pour fonction de compenser les incidences des variations du taux de change des monnaies sur les prix agricoles dans les échanges internationaux.

L'intransigeance du gouvernement sur cette question est surtout démagogique. Et la proximité des élections n'est pas pour peu dans cette décision, destinée à rallier les suffrages des agriculteurs.

Mais en fait, en admettant que la décision du gouvernement soit suivie d'effet, en quoi préserve-t-elle les intérêts des petits cultivateurs et éleveurs ? En rien. Car cette affaire concerne en premier chef les exportateurs de produits agricoles, c'est-à-dire les grosses sociétés commerciales et les grosses coopératives. Elle concerne avant tout les gros agriculteurs qui, eux, peuvent travailler directement en liaison avec les sociétés exportatrices. Ce n'est qu'indirectement et bien plus faiblement que cette mesure touche les petits et les moyens producteurs.

Il est vrai que les désordres monétaires ont une incidence sur les revenus des agriculteurs. En particulier, la baisse du franc se traduit pour eux par des augmentations du prix des aliments pour le bétail, sur le prix du matériel agricole, sur le prix des engrais, qui proviennent souvent de l'étranger. Le gouvernement veut se donner l'image du protecteur des intérêts des agriculteurs en laissant croire qu'il les protège en ce domaine. C'est une duperie de plus. C'est l'incendiaire qui crie « au feu » ! Car qui est responsable de ce désordre, sinon le gouvernement, les trusts et les banques qu'il protège ? Sinon ces mêmes banques et ces trusts industriels qui spéculent sans gêne sur les monnaies ?

En fin de compte, les réglementations concernant le marché agricole sont destinées à protéger les gros. Le gouvernement aimerait bien récupérer les voix des cultivateurs, mais il aide ceux qui volent leur travail.

Voter pour ces gens-là, voter pour les Barre, les Chirac, les Méhaignerie, c'est voter pour des hommes qui défendent les intérêts des trusts agraires.

Mais en ce domaine, la gauche ne propose rien de sensiblement différent. Qu'est-ce que cela changerait, pour les agriculteurs, de retrouver Pisani comme ministre de l'Agriculture, après l'avoir subi sous De Gaulle ?

Les voix des travailleurs de la terre doivent se porter sur les candidats qui disent que les agriculteurs comme les travailleurs des villes ont les mêmes ennemis : les trusts, les banques et l'Etat à leur service. Ils doivent voter pour des candidats qui ne s'inclineront pas devant les puissances d'argent. Ils doivent voter le 12 mars prochain pour les candidats de Lutte Ouvrière.

Les projets de Mitterrand : nationaliser, comme De Gaulle

François Mitterrand s'est indigné, le 4 mars à Toulouse, du procès que lui fait Chirac à propos des nationalisations. « Monsieur Chirac oublierait-il que c'est De Gaulle qui a commencé les nationalisations ? » **a-t-il déclaré. Et d'ajouter :** « C'est De Gaulle qui a nationalisé gaz, électricité, charbonnages, banques, et la liste est longue ».

Ce n'est pas la première fois que Mitterrand invoque les nationalisations de la période 1945 pour rassurer la bourgeoisie sur ses intentions. Et cette référence est un programme. Elle veut dire que Mitterrand ne considère pas les nationalisations comme un moyen de faire payer les riches et de mettre l'économie au service de tous mais, bien au contraire, comme un moyen d'aider des capitalistes dans cette période de crise.

Car, par exemple, qui a bénéficié de la nationalisation des différentes compagnies de gaz et d'électricité réalisée en 1945 ?

Les consommateurs ? Sûrement pas. Il suffit de regarder les quittances que nous recevons régulièrement.

Serait-ce alors les travailleurs de ces secteurs ? Pas davantage, car les employés de l'EDF-GDF, des Charbonnages de France, des banques nationalisées paient pour savoir que l'Etat n'est pas un patron plus généreux que les autres.

Non, les bénéficiaires de ces nationalisations qui ont aujourd'hui la faveur de Mitterrand, ce furent en premier lieu les détenteurs de capitaux de ces entreprises, qui ont été royalement indemnisés et ont pu réinvestir ailleurs leurs capitaux, dans des secteurs souvent plus rentables. C'est ainsi que le groupe de la CGE s'est créé à partir des capitaux versés sous prétexte d'indemnisation aux possesseurs des compagnies d'électricité qui furent nationalisées. Ce sont aussi toutes les grosses entreprises de ce pays qui se sont vu accorder des tarifs préférentiels défiant toute concurrence, car l'Etat, riche de nos impôts, s'en sert pour subventionner ainsi les capitalistes.

Voilà ce que seront les nationalisations à la Mitterrand ou Marchais (car Marchais ne propose rien de différent).

Alors, si les travailleurs et les petits commerçants, les petits paysans, les artisans ont intérêt à ce que l'économie ne soit plus dominée par les groupes capitalistes, qu'ils ne croient pas que les nationalisations prévues par les partis de gauche sont destinées à limiter la puissance de ces groupes.

Mitterrand s'en servira, comme De Gaulle, pour les renforcer, c'est lui-même qui le dit. Et les travailleurs doivent dire le 12 mars qu'ils sont, oui, pour une organisation plus rationnelle de l'économie, qu'ils sont pour les nationalisations au profit de toute la population, mais qu'ils ne font pas confiance au tandem Mitterrand-Marchais, qui ne proposent que des mesures que De Gaulle lui-même aurait pu, selon eux, approuver.

Les femmes du président

Il y a au moins une femme pour être satisfaite de la situation faite aux femmes dans la société et dans la vie politique en France : c'est Simone Veil. Pour elle, comme elle vient de le déclarer au Journal du Dimanche, **l'égalité de l'homme et de la femme est réalisée. Si des différences subsistent, par exemple en matière de salaires, et cela malgré les lois qui prévoient l'égalité des salaires masculins et féminins, c'est de la faute... des femmes ! En effet, selon Simone Veil, l'inégalité des salaires féminins et masculins vient du fait que** « les femmes ne peuvent faire valoir les mêmes compétences que les hommes ». **Voilà pourquoi elle donne, dans la même interview,** « un seul conseil à toutes les jeunes filles : apprendre un métier encore plus solide et soigneusement choisi que si elles étaient des garçons » !

Toutes les chômeuses — qui sont en nombre proportionnellement plus élevé que les chômeurs — apprécieront ce « conseil ». **Mais Simone Veil qui est membre du gouvernement et porte-parole de l'UDF à la télévision, a-t-elle autre chose à proposer aux femmes que des leçons de morale ? Qu'a-t-elle à dire sur l'attitude des partis politiques qu'elle soutient, et qui ne présentent qu'un nombre insignifiant de femmes candidates, quand ils ne les écartent pas purement et simplement, comme l'a fait le RPR en préférant présenter le magnat de la presse Robert Hersant à Neuilly, plutôt que la députée sortante Florence d'Harcourt ?**

Eh bien, là-dessus, Simone Veil n'a rien à dire, sinon tenter pauvrement de tout justifier. Selon elle, « grâce à l'action personnelle du président de la République, les femmes sont actuellement plus actives dans la vie politique » ! **Quant à la situation de Florence d'Harcourt,** « ce cas aurait pu se produire, et de la même façon, avec un homme » !

C'est sûrement vrai. Mais le fait est que, lorsqu'il s'est agi de faire une place pour présenter Hersant (pour services rendus à Chirac), c'est comme par hasard une femme qu'on a écrasée, et pas un homme. Pourtant, il n'y avait que l'embarras du choix. Et Simone Veil ne peut citer un seul exemple où le même fait se soit produit en faveur d'une femme ! Et elle nous montre bien le rôle que l'on réserve aux femmes dans son parti et au gouvernement : faire bien dans le décor, et justifier les hommes en place !

Droite, gauche, ce qui compte, c'est le pouvoir

Chaban-Delmas a rappelé, au micro de Radio Monte-Carlo, le vendredi 3 mars — tout en précisant qu'il était gaulliste : *« Je n'ai pas oublié mon passage au Parti Radical et je dois même dire que je suis en congé de ce parti ».*

Chaban — qui boude dans un coin du RPR depuis que Chirac lui a porté un coup de Jarnac lors des présidentielles et puis a pris la tête des gaullistes — songerait-il à un éventuel reclassement ? C'est que c'est bien difficile aujourd'hui de savoir de qui demain la majorité sera faite.

Et Chaban-Delmas a toujours aimé être dans la majorité. Ce gaulliste de la première heure était en effet en même temps radical... avant que De Gaulle fonde en 1947 le Rassemblement du Peuple Français, un parti situé à droite, très à droite de l'échiquier politique. C'est pour le rejoindre qu'il se mit en congé du Parti Radical.

Mais, comme le RPF restait vraiment trop longtemps dans l'opposition à son gré, Chaban le quitta et rejoignit une petite formation qui lui permit de participer aux gouvernements de la IV[e] République. De Gaulle, méprisant, dit alors lui-même des policitiens comme Chaban qu'ils *« allaient à la soupe ».* Pourtant, quand De Gaulle revint au pouvoir, Chaban-Delmas revint au gaullisme. Cela lui valut un jour d'être Premier ministre.

Le voilà prêt, semble-t-il, à redevenir radical. Il aura un petit problème quand même : savoir où aller. Car pendant sa longue absence, le Parti Radical s'est scindé en deux. Est-il en congé du Parti Radical de JJ-SS ou des « Radicaux de gauche » ?

Mais, fidèle à lui-même, Chaban attend sans doute le 19 mars pour trancher définitivement.

" Espèce de ministre... — Ministre vous-même... "

Répondant à Jacques Chirac qui a appelé les électeurs à ne pas « donner un chèque en blanc à Mitterrand, cet homme qui a été au moins dix fois ministre », **François Mitterrand a rétorqué :** « Je me souviens que j'ai été ministre, sous la IV[e] République, il y a 30 ans, or Monsieur Jacques Chirac oublie qu'il a été Premier ministre il y a dix-huit mois ».

Et effectivement, Chirac est bien mal placé pour rappeler que Mitterrand a eu largement l'occasion de faire ses preuves. Car sans compter la période où Chirac était chargé de mission auprès du cabinet de Pompidou de 1962 à 1967, il a lui-même fait partie depuis 1967 de tous les gouvernements. Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales en 1967, à l'Economie et aux Finances en 1968, puis ministre des Finances en 1971, ministre de l'Agriculture, ministre de l'Intérieur, enfin Premier ministre jusqu'en août 1976, Chirac a eu l'occasion de sévir dans tous les domaines et les travailleurs et les petites gens ont eu toutes les raisons de le vomir.

Et bien sûr, il ne se vante pas de son propre passé, car il lui faudrait pour cela reconnaître ses responsabilités dans la situation actuelle.

Mais Mitterrand, s'il se souvient d'avoir été ministre, se garde bien de rappeler aux électeurs ce qu'il a fait en tant que tel. Et encore moins de dire, éventuellement, qu'il le regrette, car il ne le regrette pas et si c'était à refaire, il referait la même chose. Mais il préfère ne pas se vanter de sa politique anti-ouvrière et anti-populaire.

Ni Mitterrand, ni Chirac, ne sont les représentants des travailleurs. Et c'est bien pourquoi il faut refuser dans ces élections le choix truqué qui consisterait à n'avoir le choix qu'entre Mitterrand et Chirac.

On ne nous demande ce que nous pensons qu'une fois tous les cinq ans : disons-le vraiment !

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impr. LITO, Paris-1er - Commission paritaire n° 46 450

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE

B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18

C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10